



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 9ème législature

### Successions et liberalités

Question écrite n° 150

#### Texte de la question

M George Hage rappelle à M le garde des sceaux, ministre de la justice que le premier alinéa de l'article 1077-2 du code civil - que la loi no 88-15 du 5 janvier 1988 n'a pas modifié, précise que les donations-partages suivent les règles des donations entre vifs pour tout ce qui concerne l'imputation, le calcul de la réserve et la réduction et que l'article 866 - dans la rédaction que lui a donnée la loi no 71-523 du 3 juillet 1971 et que la loi no 88-15 du 5 janvier 1988 n'a pas modifié, indique que les dons faits à un successible, ou à des successibles conjointement, qui excèdent la portion disponible, peuvent être retenus en totalité par les gratifiés quel que soit l'excédent, sauf à récompenser les cohéritiers en argent. Sachant que ne peut pas être considéré comme successible, au sens de l'article 866, celui qui est prime par un héritier plus proche en degré, il lui demande de lui confirmer que la personne n'ayant pas la qualité d'enfant ou de descendant et ayant néanmoins participé à une donation-partage ne saurait se prévaloir de la réduction en valeur résultant de l'article 866 du code civil car n'ayant pas la qualité de successible au sens de celui-ci, la précision que contient le troisième alinéa, ajoute à l'article 1075 dudit code par la loi no 88-15 du 15 janvier 1988, et suivant laquelle une telle donation-partage a les mêmes effets que toute autre donation-partage ne pouvant, à l'évidence, que rendre applicables à celle-ci uniquement les dispositions des articles 1076 à 1078-3 du code civil et en particulier celles du premier alinéa de l'article 1077-2, sans pour autant conférer à cette personne simplement donataire la qualité particulière de successible que requiert l'article 866 dudit code pour son application.

#### Texte de la réponse

Reponse. - S'il ne peut être discuté qu'une personne n'ayant pas la qualité d'enfant ou de descendant et ayant néanmoins participé à une donation-partage, comme le permet l'article 1075 (alinéa 3) du code civil, n'a pas la qualité de successible au sens propre du terme, il doit être observé que ce texte précise que la donation-partage est effectuée « dans les mêmes conditions et avec les mêmes effets » que toute autre donation-partage. La loi ne distinguant pas parmi ces effets, il apparaît comme le montrent les travaux préparatoires (cf. Blot, rapport Assemblée nationale, première session ordinaire 1987-1988, no 10006, p 39), et sous réserve de l'appréciation des tribunaux, que la réduction en valeur, instituée par l'article 866 du code civil, est applicable à une telle donation-partage.

#### Données clés

**Auteur :** [M. Hage Georges](#)

**Circonscription :** - Communiste

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 150

**Rubrique :** Enregistrement et timbre

**Ministère interrogé :** justice

**Ministère attributaire :** justice

**Date(s) clé(s)**

**Question publiée le :** 4 juillet 1988, page 2133